



La montée du néo populisme une quête de société démocratique équitable : une analyse de J-J. Rousseau à Natacha Polony

Konan Kan Yamé Valéry KOUAO

Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Nayala Lacina TUO

Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Résumé

La démocratie parle grec. C'est une évidence et l'admettre, c'est rendre hommage à l'histoire de la politique. En effet, dans ses origines fondatrices, à savoir la triple réforme draconienne, solonienne et clisthénienne, la démocratie fondatrice est une question de quête de l'égale dignité qualitative des hommes. Ainsi, dans son versant démocratique, la pratique et le pouvoir politique sont légitimés à l'aune de la souveraineté du peuple. Nonobstant ce fait, il est évident que tout le monde ne peut diriger tout le monde, d'où la légitimité et la légalité de la représentativité. Or, c'est justement cette opération qui, au fil du temps, avec l'érosion des vertus et la légitimation des intérêts élitistes conduira l'humanité politique dans la désillusion. Le drame démocratique que vit le monde contemporain est le résultat d'une pathogénie du pouvoir née de la démocratie libérale. Face à cette politique d'eau trouble incarnée, incarnant et profusant la démesure d'une démocratie gauchie et consolidatrice de la fracture politique et sociale, contre cette dictature démocratique, la Raison du peuple, telle qu'établie par Jean-Jacques Rousseau, se fait entendre, sous tous les cieux, chacun à sa manière, réclamant justice, droit et égalité pour tous. La montée actuelle du néo populisme est donc la résultante d'un marasme démocratique élitiste et revendique de bon droit l'avènement d'une société démocratique réformée pour que le peuple recouvre sa dignité, celle d'être le fondement de toute légitimité politique.

Mots-clés : démocratie, élites, politique, populisme, Raison du peuple.

Abstract

Democracy speaks Greek. This is self-evident, and acknowledging it pays tribute to the history of politics. Indeed, in its foundational origins—specifically the threefold reforms of Draco, Solon, and Cleisthenes—democracy was rooted in the quest for the equal qualitative dignity of human beings. Thus, in its democratic dimension, political practice and power derive their legitimacy from the

sovereignty of the people. Yet, it is obvious that not everyone can rule everyone else ; hence the legitimacy and legality of representation. However, it is precisely this mechanism that, over time—amidst the erosion of virtues and the legitimization of elitist interests—has led the political world into disillusionment. The democratic crisis facing the contemporary world stems from a pathology of power born of liberal democracy. Confronted with this murky politics—which embodies and propagates the excess of a distorted democracy that deepens political and social divides—and in opposition to this democratic dictatorship, the Reason of the people as articulated by Jean-Jacques Rousseau is making itself heard across the globe; in diverse ways, people everywhere are demanding justice, rights, and equality for all. The current rise of neo-populism is thus the consequence of an elitist democratic malaise, rightfully calling for the advent of a reformed democratic society in which the people may reclaim their dignity: that of being the very foundation of all political legitimacy.

Keywords : democracy, elites, politics, populism, the reason of the people.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.22921062>

1 Introduction

La démocratie parle grec. C'est une évidence et l'admettre, c'est rendre hommage à l'histoire de la politique. En effet, à l'origine, dans ses origines fondatrices à savoir la triple réforme draconienne, solonienne et clisthénienne, la pratique politique, dans son versant démocratique, est dévolue au peuple. La démocratie fondatrice a donc été établie sur le fondement de l'égale dignité qualitative des hommes. Voilà pourquoi la démocratie est admise traditionnellement comme le pouvoir politique dont l'autorité légitime est le peuple. En cela, il convient d'accepter la démocratie comme la fin de la dialectique politique, parce que celle-ci est elle-même fondée sur la dialectique du volontarisme, c'est-à-dire l'expression absolue de la volonté des hommes, des peuples, sans cesse renouvelée. En simples mots, la démocratie est la traduction quantitative de l'égale dignité qualitative des hommes. Cela suggère que tous les citoyens ont l'égale-liberté de prendre part à la construction de l'édifice politique. De ce point de vue, il faut concevoir la démocratie comme le point d'achèvement du processus de laïcisation et des ressorts de légitimation du pouvoir politique. Avec un tel régime politique, il est possible de mettre fin au spectre de la prédation de l'homme par l'homme, il est possible de construire un corps politique à atrophie minimale.

Nonobstant ce fait, il est tout aussi manifeste que tout le monde ne peut diriger tout le monde, d'où le choix de la représentativité. Or, c'est justement cette opération qui, au fil du temps, avec l'érosion des vertus et la légitimation des intérêts élitistes conduira l'humanité politique dans la désillusion. Le drame démocratique que vit le monde contemporain est la résultante d'une pathogénie du pouvoir, une super égomegalie élitiste qui fait croire aux

représentants du peuple qu'Avoir le pouvoir signifie Être le pouvoir. Cette confusion entre l'Avoir et l'Être, génitrice légitime de la démocratie libérale les rend sourd à la Raison du peuple, les braquent contre la démocratie originelle et ses objectifs pour l'humanité tant espérés des précurseurs, des inventeurs et des novateurs de la société politique moderne.

L'objectif de la démocratie, c'est bien évidemment de contribuer à l'épanouissement du peuple, dans un climat de paix et de sécurité. Mais les représentants du peuple s'érigent, de plus en plus, en classe de privilégiés, sacrifiant sur l'autel du pouvoir politique et des intérêts particuliers, les intérêts du peuple au profit des grands lobbies. Face à cette politique d'eau trouble incarnée, incarnant et profusant la démesure d'une démocratie gauchie et consolidatrice de la fracture politique et sociale, contre cette dictature démocratique ou simplement la démocrature, face à cette antinomie au cœur du vécu politique, la *Raison du peuple*¹ se fait entendre, sous tous les cieux, chacun à sa manière, réclamant justice, droit et égalité pour tous. La montée actuelle du populisme est donc la résultante d'un marasme démocratique élitiste et revendique de bon droit l'avènement d'une société politique réformée et résiliente pour que le vivre politiquement cesse de sonner creux pour le peuple.

Dès lors se pose le problème suivant : la montée du populisme peut-elle contribuer à l'avènement d'une société démocratique plus juste ? Cette question fondamentale exige celles qui suivent : quel est le fondement légitime de la société politique moderne voire contemporaine ? – Quels sont les facteurs qui participent à la montée du néo populisme ? – Quelles sont les réformes efficaces à la reconstruction d'un monde démocratique plus juste ?

À partir des méthodes analytique, critique et historique, les objectifs de cet article se déclinent dans les points suivants : – objectif général : montrer que la montée du populisme peut contribuer à la restauration de la démocratie. De façon spécifique, il est question – de présenter la Raison du peuple comme le fondement légitime de la société politique tel qu'établi par Rousseau – de mettre en relief quelques raisons de la montée du néo populisme – d'élaborer des solutions efficaces à l'avènement d'une démocratie plus juste.

Ainsi, la présente réflexion se fera en trois parties. Premièrement, la réflexion portera sur l'exposition de la Raison du peuple comme le fondement légitime de la société politique contemporaine chez Rousseau, tout en relevant ses similitudes avec le populisme. Deuxièmement, l'analyse se portera sur les dérives de la démocratie libérale comme source d'émergence du néo populisme. Troisièmement, la réflexion se consacrera à l'élaboration des

¹ Par la *Raison du peuple* il faut comprendre l'identité philosophico-politique des trois fondements de la légitimité du pouvoir politique chez Rousseau, à savoir le peuple, la volonté générale et la souveraineté populaire.

solutions pour une réforme démocratique plus juste et équitable. Les propositions de Natacha Polony seront les plus convoquées.

2 De la Raison du peuple aux fondements du populisme une osmose indéniable

Le monde moderne et contemporain est indéniablement subjugué à l'autorité du peuple. Rousseau, dans sa philosophie politique en donne les fondements rationnels : le peuple, la volonté du peuple et la souveraineté populaire. Ces trois principes de la légitimité du pouvoir sont ici identifiés sous l'expression *la Raison du peuple*.

Le premier pilier de la Raison du peuple est le peuple lui-même en tant que la première institution politique selon Rousseau. En effet, la vie en société ne naît pas du néant. Elle tient son existence indubitablement de l'assemblage des familles sur la surface de la terre, dans la mesure où « la plus ancienne de toutes les sociétés et la seule naturelle est celle de la famille. » (J-J. ROUSSEAU, 2001, p.46). C'est à croire que l'union de ces familles constitue le peuple d'une société plus large. Mais du naturel au civil, il y a nécessairement l'intervention d'une convention instituante de la vie du groupe. En conséquence, le peuple se révèle-t-il à la fois comme sujet naturel et conventionnel de la société politique.

Maintes affirmations de Rousseau reviennent sur la légitimité du peuple dans le corps politique, « puisqu'avant de s'élire un roi le peuple est un peuple ». (J-J. ROUSSEAU, 1966, p.603). Cette pensée de Rousseau situe la primauté du peuple sur toutes les institutions politiques dans un État donné vu que « la première convention, acte vraiment fondateur, est celle qui fait du peuple un peuple, qui « institue le peuple » –car le peuple est une institution. » (D. GUENOUN, 2002, pp. 13-14). Avec Rousseau, il faut saisir le peuple comme une institution, le produit d'une convention politique, il est l'essence de la politique. Cette disposition fait dorénavant du peuple un corps moral et collectif et constitue dans la rigueur de la philosophie politique la nouvelle rationalité et identité politique car, « avant donc que d'examiner l'acte par lequel un peuple élit un roi, il serait bon d'examiner l'acte par lequel un peuple est un peuple. Car cet acte étant nécessairement antérieur à l'autre est le vrai fondement de la société » (J-J. ROUSSEAU, 2001, p. 55). En conséquence, le peuple, ce n'est ni le roi, ni les nobles encore moins les pauvres, le peuple, c'est tous les hommes qui partagent un espace commun avec des intérêts communs. Cette thèse de Rousseau est corroborée par la conception ci-après de MUDDE & KALTWASSER (2018, p. 24) : « Certes, « le peuple » est une construction qu'offre une grande flexibilité, mais on lui donne le plus souvent les trois sens suivants : celui du peuple souverain, celui de gens du peuple et celui de nation. »

Il faut donc retenir que dans l'ontogenèse politique de Rousseau, le peuple est incontestablement le dépositaire légitime du pouvoir politique. Cette légitimité n'est pas une simple déclaration. Elle est soutenue par des dispositions actives sans lesquelles la vie en société serait un revers pour le peuple. Deux prérogatives constituent cette légitimité, à savoir la supériorité de la volonté générale et la souveraineté du peuple. Dans ce contexte, la dialectique du volontarisme qui sous-tend la Raison du peuple ou raison publique au sens rawlsien du terme, permet de situer la volonté générale comme sa dimension normative.

La volonté générale constitue le deuxième pilier fondamental de la Raison du peuple, c'est sa dimension normative, voire son fondement absolu, dans la mesure où toute la philosophie rousseauiste est soumise à la dialectique du volontarisme. Qu'est-ce que cela signifie ? Sinon que tout, dans le corps politique, est subjugué à l'expression de la volonté libre du peuple car, soutient ROUSSEAU (2001, p. 68) : « La volonté générale est toujours droite et tend toujours à l'utilité publique. » Cette pensée révèle deux avantages liés à de la volonté générale.

En premier il y a la droiture. Rousseau dit que la volonté générale est toujours droite. Cela veut dire que la volonté générale est juste et équitable et qu'elle fait et vaut force de loi. Ainsi qu'affirme E. KANT (1989, p. 68) : « L'autonomie de la volonté est cette propriété qu'a la volonté d'être à elle-même sa loi ». Tout est donc aux ordres de la volonté générale. D'où l'idée que la pensée politique de Rousseau est soumise à la dialectique du volontarisme. Tout dépend de la volonté des citoyens, ce que John Rawls appelle la raison publique. Pour RAWLS (1995, p. 259-260), il est avéré que la raison publique, dans une société démocratique en l'occurrence,

c'est la raison de ses citoyens, de ceux qui partagent le statut de citoyenneté égale. L'objet de leur raison est le bien du public, c'est-à-dire ce que la conception politique de la justice exige d'une structure de base des institutions de la société, des objectifs et des fins qu'elles doivent servir. La raison publique est alors publique en trois sens :

- a / c'est la raison des citoyens en tant que tels, la raison du public ;
- b/ son objet est le bien du public et les questions de justice fondamentale ;
- c/ sa nature et son contenu sont publics ; ils sont fournis par les idéaux et les principes exprimés par la conception de la justice politique de la société, et ils sont visibles sur cette base.

À cet effet, rien ne devrait se faire, se défaire et se refaire dans l'État sans la volonté du peuple, ni contre ses intérêts. D'où l'idée qu'il faille toujours consulter et suivre constamment la volonté ou les aspirations du peuple. C'est exactement ce que fait le populisme car, « en faisant appel à la volonté générale du peuple, le populisme adopte une logique spécifique d'expression permettant la formation d'un sujet populaire doté d'une forte identité (« le peuple »). » (C. MUDDE & C. R. KALTWASSER, 2018, p. 33). Il est alors question pour le populisme, à

l'instar de Rousseau, de construire une identité collective, un sujet politique unifié nommée le peuple qui, par ricochet, reçoit une existence symbolique et morale, face à la classe des élites.

Secundo, Rousseau évoque la notion d'utilité publique. En ce sens, la volonté générale se réduit à la quête, conquête et reconquête du bien commun. En effet, c'est dans la volonté que réside le bonheur et la liberté de chaque individu puisqu'elle vise le bien commun : « La volonté générale peut seule diriger les forces de l'État selon la fin de son institution, qui est le bien commun. » (J-J ROUSSEAU, 2001, p. 65) Dans cet ordre s'inscrit d'ailleurs le troisième fondement du populisme : la volonté générale car « le populisme se définit par trois concepts fondamentaux : le peuple, l'élite et la volonté générale. » (C. MUDDE & C R. KALTWASSER, 2018, p. 23). Dit clairement :

Le troisième et dernier concept fondamental de l'idéologie populiste est la notion de volonté générale. En utilisant cette notion, les acteurs et électeurs populistes font allusion à une conception particulière de la chose politique qui est étroitement liée aux réflexions du philosophe Jean-Jacques Rousseau (1712-1778). Rousseau faisait une distinction entre volonté générale et volonté de tous. Le premier terme désigne la capacité du peuple à former une communauté et légiférer dans le but de faire respecter l'intérêt commun. Quant au second, il évoque la simple somme de volontés particulières à un moment donné. La distinction moniste et morale que fait le populisme entre le peuple et l'élite corrompue renforce l'idée qu'existe une volonté générale. (C. MUDDE & C R. KALTWASSER, 2018, p. 31).

À travers cette idée, on comprend que, comme Rousseau, le populisme distingue une logique communautaire et normative, à savoir la volonté générale, d'une logique particulière et fractionnée : la volonté de tous. Comme Rousseau, les populistes pensent que le peuple a la capacité efficiente de former une communauté politique dont la fin est la réalisation de l'intérêt commun. On retient à cet effet que la volonté générale tend toujours à l'utilité publique, telle est sa fin. La volonté générale est en définitive la norme dans le corps politique. Elle constitue la légalité sociale et la légitimité politique qui s'impose dans et à l'État. D'où l'idée qu'admettre la volonté générale du peuple comme le principe politique, comme un fondement efficient de la Raison du peuple, c'est de toute évidence replacer le peuple dans son droit politique, étant donné que « comme la nature donne à chaque homme un pouvoir absolu sur tous ses membres, le pacte social donne au corps politique un pouvoir absolu sur tous les siens ; et c'est ce même pouvoir, qui, dirigé par la volonté générale, porte, comme j'ai dit, le nom de souveraineté ». (J-J. ROUSSEAU, 2001, p. 70)

Le troisième et dernier pilier de la Raison du peuple chez Rousseau est la souveraineté du peuple et elle constitue sa dimension indicative. Pour lui, la source et l'exercice de la souveraineté sont dévolus au peuple car la souveraineté est un droit politique qui appartient au peuple. Tel est le nouvel ordre politique que Rousseau conçoit en son temps, à savoir « que la souveraineté étant inaliénable, il ne peut y avoir d'autre souverain que le peuple. Le seul État

légitime est celui où le peuple exerce lui-même la souveraineté, c'est-à-dire l'État républicain. » (R. DÉRATHÉ, 1995, p. 48). Certes, la souveraineté est un droit, le droit politique du peuple, mais c'est un droit qui s'exerce comme l'atteste l'idée suivante de D. GUENOUN (2002, p. 11-12) : « La souveraineté est l'exercice de la volonté générale. C'est un exercice – un acte aussi (...), elle agit comme volition déterminée, c'est une volonté en exercice. » Cette observation de Guénoun permet de saisir la souveraineté comme le point d'achèvement de la dialectique du volontarisme chez Rousseau. Ainsi, on est en droit de soutenir que la notion d'action dévolue au peuple est une révolution politique qu'opère Rousseau dans la philosophie politique. Cette révolution politique sert de repère toute à la fois à la démocratie et au populisme modernes et contemporains vu que

la notion de peuple souverain se base sur l'idée démocratique moderne qui définit « le peuple » non seulement comme source ultime de pouvoir politique, mais aussi comme « dirigeant ». Cette notion est étroitement liée aux révolutions française et américaine, le deuxième ayant établi, selon les célèbres termes du président américain Abraham Lincoln, « un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple (...). En d'autres termes, la notion de « peuple souverain » est un sujet fréquemment abordé par différentes traditions populistes afin de rappeler que la source ultime de pouvoir politique au sein d'une démocratie provient d'un organe collectif. (C. MUDDE & C R. KALTWASSER, 2018, p. 24-25).

En conséquence, pour s'affirmer, pour être ce qu'elle est et devrait être et y demeurer ainsi, la volonté générale doit se traduire en acte. Et c'est cette traduction en acte, cet exercice qui constitue la souveraineté. De ce fait, aucun groupement d'homme ou en termes contemporains, aucun parti politique ne devrait exercer d'autorité politique sans l'accord ou la consultation de la volonté du peuple, encore moins travailler contre les intérêts du peuple. Or, c'est justement ce déni de reconnaissance de la Raison du peuple par la démocratie libérale et ses animateurs qui génère des foyers populistes voire néo populistes un peu partout dans le monde contemporain.

3 Les dérives de la démocratie libérale sources d'émergence du néo populisme

La démocratie parle grec, c'est une évidence. Mais même dans ses origines fondatrices, elle est d'ores et déjà sujette à des classes antagonistes : le patriciat et la plèbe. En effet, dans la Rome antique, on parlait de peuple supérieur que sont les patriciens, les dignitaires ou les élites ou encore les Aristocrates et le bas-peuple, les plèbes, c'est-à-dire les personnes étrangères ou des esclaves affranchis qui ont eu le droit d'une citoyenneté de second ordre. Dans *L'Esprit des lois*, MONTESQUIEU (2016, p. 211) expose le conflit qui oppose ces deux classes qui constituent le peuple grec, en ces termes :

Les familles patriciennes avaient eu, de tout temps, de grandes prérogatives. Ces distinctions, grandes sous les rois, devinrent plus importantes après leur expulsion. Cela causa la jalousie des plébéiens, qui voulurent les abaisser (...). Mais un État populaire n'a pas besoin de cette distinction des familles pour se maintenir.

Ici, Montesquieu met en évidence les deux couches qui formaient le peuple dans la Rome antique sous les régimes monarchique voire aristocratique. Mais dans le régime populaire ou démocratique, l'idée de peuple se réduit à l'humanité dans son ensemble. Toute la trilogie réformatrice de la démocratie athénienne était donc de réduire les écarts d'injustice et d'inégalité entre ces deux classes qui constituaient le peuple athénien. Solon – Dracon – Clisthène dans leurs réformes visaient cette quête d'authenticité, cette quête d'égalité entre les hommes dans la cité. C'est dans cet ordre que se situe le populisme original. Car, le populisme, à l'origine, est un supplément démocratique, une quête de démocratie durable et résiliente, une quête de démocratie juste et constructive. En s'inscrivant dans la définition de C. JAFFRELOT (2019, p. 7), on dira que « le populisme est donc un style politique de mobilisation du peuple qui emprunte aux idéologies de gauche et de droite pour promettre un changement immédiat et rejeter des élites présentées comme corrompues. » Il y a de ce fait une analogie évidente entre le populisme et la démocratie. Sinon, le populisme n'a rien d'une démocratie sélective et clanique, voire élitiste et *économico-politiste*. Ce dernier concept mérite des clarifications.

La démocratie *économico-politiste* ou *politico-économique* est cette alliance tacite entre les dirigeants politiques et les lobbies à travers un arrangement sur le marché des affaires. Par ce deal, les dirigeants politiques recevant des dividendes dans les marchés, octroient presque tous les marchés fructueux aux grands groupes, sous le deuil du peuple souverain. D'où l'exclamation *soupirentoire*² populaire contemporaine suivante dans presque tous les États : « ça se passe entre eux ! » En effet, aux yeux des *politamis*³ le peuple donateur du pouvoir politique est dorénavant le sujet, tandis qu'eux, les grands hommes d'affaires et gouvernants sont les rois. De sorte que, dans le nouveau royaume démocratique, le peuple n'est plus le dépositaire légitime du pouvoir, comme l'a déterminé Rousseau. Désormais, les lobbies et les élites, ceux qu'ils convient de désigner les *politamis* sont les souverains, et à leurs yeux, tout rappel et appel à la démocratie républicaine s'avère être du populisme, de la propagande voire de la démagogie. Pourtant, certes,

la propagande cherche à endoctriner, la démagogie cherche à séduire. [Mais] elle est à ce titre inhérente à la démocratie, et les grecs anciens considéraient d'ailleurs les démagogues comme des acteurs du jeu démocratique ; en tant qu'experts en manipulation sachant non seulement flatter le peuple, mais aussi répondre à ses inquiétudes en jouant sur les affects. (C. JAFFRELOT, 2019, p. 7)

² Soupirentoire se rapporte à des soupirs mortifiants.

³ Par ce néologisme *politamis*, il faut comprendre les amis ou copains politiciens et hommes d'affaires qui par des arrangements obscurantistes gouvernent l'État en main de maître, sur la misère des peuples.

La reconsidération du populisme comme la profusion de la propagande et de la démagogie semble toute à la fois le vider et le faire muter du point de vue sémantique. On est, de ce fait, en droit de soutenir que le populisme est dorénavant pluriel dans sa singularité. Pour les uns le populisme est un supplément démocratique, pour les autres, c'est un instrument démagogique. À cet égard, l'on n'est plus dans le populisme, mais dans les populismes car comme le dit Christian GODIN (2012, p. 11-25) : « Le populisme est, pour reprendre la formule de Paul Ricoeur presque toujours le « discours de l'autre » ».

Cette pensée laisse déduire que, quoi que toutes les parties soient enclines au populisme, chacune est constamment portée à accuser son semblable. Il y a presque toujours une sorte de fuite en avant, de dédouanement de soi du statut populiste mais par la médiation culpabilisatrice d'autrui. On n'est jamais assez soi-même populiste, sinon celui d'en face. Ce réflexe n'est pas anodin pour Godin, mais cette manière d'agir relève de « l'usage péjoratif du mot [qui] ne date que des années 1980. » (GODIN, 2012, p. 11-25). Voilà qui est clair ! Le populisme a connu une mutation sémantique. Quand Godin, parle d'usage péjoratif, cela sous-entend que le concept n'a pas été toujours négatif, bien au contraire, le populisme, à l'origine, était un courant normal de revendication d'une société démocratique plus juste et constructive.

Mais la question que soulève l'érosion sémantique du vocable populisme est la suivante : à qui profite la déconstruction sémantique du populisme ou qui a intérêt à vider le populisme de son sens et de ses objectifs originels ? Mieux, qui a intérêt à instrumentaliser le populisme ? Si donc le populisme est en vogue aujourd'hui, la raison s'avère toute simple : c'est parce que les profiteurs et les exploitants du populisme se jettent la pierre face à leur responsabilité dans la gestion démocratique gauchie de la société. Le populisme est à cet effet l'entre-deux des profiteurs et des exploitants du peuple. Les premiers sont ceux qui se revendiquent d'être du côté du peuple, parlent au nom du peuple, alors qu'ils quêtent leurs propres intérêts. Les deuxièmes sont ceux qui, ayant passé un deal avec les gouvernants, réduisent le peuple à de simples sujets sans volonté active, c'est-à-dire sans souveraineté politique. Ainsi, si les premiers sont l'axe du mal social contemporain, les deuxièmes sont l'axe de la dégénérescence de la société politique contemporaine. L'un est le mauvais, l'autre est le pire.

À qui profite le crime, le coup politique contre le peuple ? À bien analyser, les bénéficiaires du populisme ne sont ni le peuple ni les populistes. Les bénéficiaires, ceux qui tirent le maximum de profits et d'intérêts de cette situation délétère, ce sont bien les partis de gauche et de droite aussi bien que leurs suzerains, les multinationales. Parce que tant que les populistes bien connus continueront de chanter le même couplet : *“droit au peuple !”*, les élites

de toute tendance, parce que s'étant endurcis dans leurs positions, reprendront en chœur le même refrain : "*ce sont des populistes !*". Et comme il faut bien un public pour donner sens et quintessence au spectacle spectaculaire, sous le son rythmé de la batterie *bouc-émissairienne*⁴, le peuple, le grand perdant fera toujours les pas de danse à la salsa, *gauche-droite – droite-gauche* avec des intermèdes spontanés *populistiens*⁵.

De quel côté faut-il pencher, entre le moindre mal et le mal ? Aucune possibilité n'est admise, sinon qu'à se résoudre à un nouveau contrat social, à des réformes profondes de la société politique au sens rousseauiste du terme. Natacha Polony le dit aisément dans son ouvrage *Sommes-nous encore en démocratie ?* section Reconquête, elle déclare : « Quiconque aime les hommes, malgré ou à cause de leurs faiblesses, quiconque croit en un progrès possible, ne peut que défendre à tout prix une authentique démocratie, et non ces simulacres qui sont en train de se mettre en place. » (N. POLONY, 2021, p. 83).

4 La réforme de la démocratie libérale une alternative au néo populisme

Le néo populisme est bien établi dans les sociétés politiques actuelles. Surtout, il gagne du terrain chez la grande masse. Mais cette hémorragie politique orchestrée par la démocratie libérale peut être arrêtée. Tout porte à croire que la fin du populisme soit la réparation de la démocratie libérale pour qu'elle réponde de ses origines créatrices et de ses fins sociopolitiques pour les peuples. En cela, Natacha POLONY (2021, p. 85) fait bien d'espérer qu'une « reconquête démocratique est possible. » Cela veut dire, au-delà de toutes ces carences politiques, au-delà de cette perte d'authenticité démocratique dont le populisme préparatif et l'élitisme néolibéral sont les deux extrêmes, il est possible de reformer le système politique actuel. Cela va de soi, puisque la démocratie elle-même s'est toujours située dans la dialectique *mutative* et volontariste du peuple. La démocratie a toujours été une question de quête, de conquête et de reconquête. Cette trilogie *quêtative ou quêtère* est inhérente à la démocratie : telle est sa nature, tel est son avenir, tel est son devenir. Semblablement à la nature humaine, la démocratie n'est jamais stable, elle est mutante, perfectible, évolutive, donc jamais définitivement acquise. Rousseau le reconnaît si bien et déclare à cet effet :

Ajoutons qu'il n'y a pas de Gouvernement si sujet aux guerres civiles et aux agitations intestines que le Démocratique ou populaire, parce qu'il n'y en a aucun qui tende si fortement et si continuellement à changer de forme, ni qui demande plus de vigilance et de courage pour être maintenu dans la sienne. (J.-J. ROUSSEAU, 2001, p. 107).

⁴ Bouc-émissairienne se rapporte au bouc émissaire, à l'accusation gratuite de l'autre par des faux prétextes.

⁵ Populistiens renvoie à ce qui relève du populisme, ce qui a un effet populiste.

Ici, Rousseau évoque les enjeux et les défis du système démocratique. Pour faire simple, le système démocratique est si complexe qu'il exige des réformes continues, s'il veut durer dans le temps. Et en l'état actuel du populisme montant, l'évidence, c'est que « le populisme est un phénomène qui nous contraint à réfléchir à ce que nous attendons à proprement parler de la démocratie, à ce que nous voulons atteindre avec elle, et aux fictions que les démocrates éclairés feraient mieux d'abandonner. » (Müller Jan-WERNER, 2016, p. 7).

Il est, en conséquence, avéré que des défis nouveaux se présentent à la société contemporaine et, lesdits défis, en l'occurrence le néo populisme, appellent inlassablement à des réformes profondes de la société politique afin que le vivre politiquement cesse de sonner creux pour les peuples. Il existe déjà des bases sur lesquelles on a plus à revenir. Mais les réalités actuelles exigent de nouvelles, ainsi que le préconise ce chapelet de propositions de Natacha Polony, en qualité d'un nouveau contrat, non pas simplement social mais aussi démocratique. Cinq propositions ou réformes constituent l'ossature de ce nouveau contrat politique polonyen pour la renaissance démocratique.

La première réforme engage l'éveil ou la prise de conscience des peuples et la sortie des gouvernants et de leurs suzerains de leur égomégalie dogmatique. Au sens polonyen du terme, toutes les couches de la société, en l'occurrence les dirigeants politiques doivent se rendre compte de « la prise de conscience de l'essoufflement du système néolibéral et par l'évidence de la tragédie que nous préparent la destruction des ressources (N. POLONY, 2021, p. 85-86). Il faut noter que le système néolibéral est la cause de la chute de la démocratie authentique et de la montée du populisme dans son versant actuel. En effet, le néolibéralisme a creusé le fossé entre riches et pauvres, soutenu par les dirigeants politiques, il réduit le peuple à la mendicité sociale due aux inégalités de richesses : les Riches sont devenus plus riches et les pauvres sont devenus plus pauvres.

Le néolibéralisme est donc à l'origine de l'État de classe, d'un côté les riches (bourgeois), de l'autre côté les pauvres (ouvriers ou prolétaires). C'est de bon droit que, comme répondant à l'offre révolutionnaire marxienne, les prolétaires de tous les pays s'unissent, sous la dénomination du néo populisme, pour revendiquer une société juste et équitable. Parce que chez Karl Marx, la fin de la révolution prolétarienne, c'est une société sans classe, une société des hommes où tous bénéficient des avantages des ressources économiques que produisent les richesses de la société. C'est tout le sens du Communisme marxiste qui constitue « le début de la véritable Histoire, celle où les hommes seront enfin libres de choisir leur destin au lieu d'être plongés dans l'aliénation et asservis par l'exploitation. » (Luc FERRY, 2012, p. 20). La prise

de conscience est donc noble et opportune à en croire POLONY (2021, p. 42), surtout « quand l'homme d'affaires Warren Buffet, il y a quelques années, avait déclaré « la lutte des classes existe et nous, les riches, sommes en train de la gagner », il n'avait fait que résumer cette situation, et annoncer les troubles qui agitent désormais les démocraties libérales ».

La prise de conscience est de ce fait une urgence collective. Avec Descartes on le sait, tout part par et de la conscience qui est l'expression fondamentale de notre existence : « Je pense donc je suis » (Descartes RENÉ, 1981, p. 54) ou « Je suis, j'existe » (Descartes RENÉ, 1983, p. 47). Le retour sur soi de la conscience afin d'examiner une situation donnée et s'engager dans une tentative de résolution avec des dispositions nouvelles est l'essentiel de l'existence humaine. La conscience peut donc s'émanciper par une révolution constructive d'un ordre existentiel désuet. Ici, c'est la réforme démocratique qui est en jeu. De ce fait, partir d'un éveil de conscience pour reformer la société politique comme le dit Polony, est une voie excellente.

Deuxièmement, POLONY (2021, p. 86) préconise « [d'] échapper à la logique de globalisation de marchés » Là, elle exprime une critique de la domination des règles économiques mondiales sur la vie démocratique qui est « de plus en plus néolibérales et de moins en moins démocratiques » (POLONY, 2021, p. 43). En clair, la démocratie ne peut et ne doit se réduire à un système où les choix collectifs sont dictés par les impératifs du marché global au détriment de la souveraineté des peuples et de la justice sociale. Cela présuppose que les États et les peuples puissent décider de leurs priorités sans être soumis à l'hégémonie des marchés mondiaux.

Troisièmement, Polony trouve légitime « la reprise du contrôle des Citoyens [pour] la reconquête démocratique » (N. POLONY, 2021, p. 86). Autrement dit, il faut replacer la volonté populaire, la Raison du peuple, comme l'a établie Rousseau, au centre des décisions, plutôt que de laisser les multinationales et les institutions financières imposer leur volonté. Le véritable nerf de l'instrumentalisation du peuple tire sa source de cette inertie politique. Pour que la démocratie retrouve et recouvre son lustre d'entant, il faut replacer chaque élément de l'édifice politique voire démocratique à sa place. En d'autres termes, il faut redonner le pouvoir au peuple.

Quatrièmement, POLONY (2021, p. 86) suggère que l'on procède à « une reconstitution de la démocratie à l'échelle institutionnel et politique ». Cela veut dire qu'il faut s'affranchir de la démocratie sous tutelle et réinventer un espace politique capable de défendre les intérêts du peuple contre la logique uniformisante et contraignante de la globalisation économique. Dit

autrement, il faut réfléchir à des réformes profondes de la démocratie. En effet, la démocratie ne doit pas se limiter qu'à sa traduction quantitative, à savoir les élections et le droit de vote de la multitude. Mais on devrait aller plus loin. Ainsi, en plus du quantitatif, il faut faire montre de sa dimension qualitative qui exige de bonnes institutions. À cet effet, il faut réinventer, dans ses structures et ses pratiques la démocratie afin de retrouver sa capacité à représenter conséquemment les citoyens. Il faut, pour ce faire réinventer les règles du jeu démocratique, les contre-pouvoirs, la séparation des pouvoirs, le rôle du parlement, des médias, des syndicats, des partis politiques voire des réseaux sociaux numériques. En effet, déclare Müller Jan-WERNER (2016, p. 6) : « Aucune démocratie ne naît du néant. Elles sont toutes le résultat de hasards historiques – et notamment de nombreuses injustices. Mais la démocratie est aussi affaire de procédures permettant de corriger les injustices et de négocier de nouveaux critères d'appartenance. »

Tout revient à dire que ce qu'a fait l'homme, l'homme peut le défaire et le refaire à souhait pour juste que cela puisse répondre ou correspondre à ceci : « La constitution qui nous régit n'a rien à envier à celles de nos voisins. Loin d'imiter les autres peuples, nous leur offrons plutôt un exemple. Parce que notre régime sert les intérêts de la masse des citoyens et pas seulement une minorité, on lui donne le nom de démocratie. » (THUCYDIDE, 2000, p. 37) Il ressort de cette proclamation de Périclès, vantant l'organisation et le modèle de la démocratie athénienne, par principe de causalité, que la pratique politique ne devrait plus se faire au péril ou contre l'homme, contre le grand peuple souverain, mais pour son bien-être, pour son épanouissement. Il faut donc redonner sens à l'action politique par la possibilité de choisir des orientations nouvelles qui ne soient dictées que par la volonté générale et non les institutions internationales.

Cinquièmement, Natacha POLONY (2021, p. 86-87) propose de « reconstruire la légitimité d'une représentation qui ne trahisse pas les citoyens et garantir l'application de la volonté souveraine du peuple. » Cette proposition appelle toute à la fois à la pratique de la vertu par le dirigeant, à la réhabilitation du débat public et la souveraineté populaire. Pour ce faire, il faut, d'abord, s'affranchir de la démocratie procédurale, celle qui est déjà verrouillée par les institutions supranationales ou par les alliances politiques après coup, ce qui biaise considérablement le choix authentique des peuples. Ensuite, il faut restituer au peuple sa responsabilité. En effet, « tout être humain, s'il est traité en citoyen, en être responsable peut donner le meilleur de lui-même » (N. POLONY, 2021, p. 87). Cela signifie qu'il faut replacer le citoyen au centre des décisions politiques. Ceci demande que les citoyens se retrouvent et

recouvrent un pouvoir réel sur les choix politiques, économiques, sociaux, culturels. Enfin, il faut réaffirmer la souveraineté collective à travers des institutions capables de résister aux pressions extérieures et défendre des valeurs inhérentes à la dignité humaine et à son équilibre vital qui se mesure à l'aune de la liberté, la justice, l'égalité, la paix, la solidarité, la culture voire la sécurité écologique : « Voilà donc le genre de cité – et le genre de constitution politique – que j'appelle à présent bonne et droite, ainsi que le type d'homme qui lui correspond. » (PLATON, 2004, p. 260). Il faut donc faire confiance à l'homme car :

Croire en l'homme, c'est avant tout mettre en place un système qui lui permet d'exercer sa liberté. C'est développer les outils de l'émancipation par le savoir, la maîtrise des conditions de consommations autant que des conditions de production. C'est lancer une révolution raisonnable, c'est-à-dire un bouleversement du système, mais appuyé sur la raison et non les pulsions, sur la recherche de la juste mesure et non sur les outrances et la violence. » (N. POLONY, 2021, p. 88).

C'est cette juste mesure, cette reconstruction de la démocratie originelle à travers des mécanismes qui empêchera les élites économiques et politiques, ceux que nous appelons les politamis, de s'accaparer et confisquer le pouvoir. Autrement dit, il est nécessaire, au sens rosanvallonien du terme de passer d'une

« « démocratie d'autorisation » à une « démocratie d'exercice ». Cette dernière doit maintenir un rapport entre gouvernant et gouvernés régi par les principes de lisibilité, de responsabilité et de réactivité. Les gouvernants, quant à eux, doivent avoir des qualités d'intégrité et de « parler vrai » » (D. CUNHA & P. H. P. CASSIMIRO, 2022, p. 200-236).

En clair, il est question de faire des réformes et d'exercer la politique sous la bannière de la vertu. La démocratie doit être, pour ce faire, un « « travail permanent à accomplir », une exploitation à poursuivre (...), un droit d'initiative renforcé ; une participation citoyenne accrue ; ou encore une démocratie « interactive », une démocratie de confiance » (M. DJAMILA, 2020, p. 239). En un mot, il faut replacer la vertu au cœur de toute action politique, « voilà pourquoi un Auteur célèbre a donné la vertu pour principe à la République, car toutes ces conditions ne sauraient subsister sans la vertu » (J-J. ROUSSEAU, 2001, p. 107).

5 Conclusion

La présente réflexion portée sur la montée du populisme a permis de revisiter sommairement l'histoire de la philosophie politique. Dans cette odyssée, la philosophie politique de Jean-Jacques Rousseau, prise comme repère d'analyse, a permis d'identifier les piliers fondamentaux de la pratique politique dans la société moderne et contemporaine. Le peuple, la volonté générale et la souveraineté du peuple sont les trois fondements de la Raison du peuple et constituent la légitimité de l'action politique dans un État démocratique. Ainsi,

dans l'exercice de ses fonctions, toute autorité politique devrait agir en référence et dans l'intérêt du peuple.

Mal à propos, avec la mutation de la démocratie originelle en démocratie libérale et surtout la montée exponentielle du néolibéralisme, face à l'économie de marché, l'on assiste tacitement à l'institution des attelages "*politamistes*", un néo système féodale dont les animateurs et bénéficiaires sont les gouvernants et les grands lobbies. Les partis politiques de gauche et de droite, tous complices de la tragédie politique ont laissé le peuple pour compte. Ce vide politique abyssal ou sinon ce plein politique "*âbimique*" a donné naissance à un néo populisme qui sort, à tort ou à raison, sa tête hideuse, sous tous les tropiques politiques, afin de dresser le peuple et les autorités politiques les uns contre les autres.

Toutefois, la montée du néo populisme semble être, à la limite, l'expression d'une quête de justice sociale. En effet, tout contribue à faire accepter que le néo populisme tant décrié par les coupables défenseurs de la gauche et les coupables stabilisateurs de la droite soit bien la quête d'une société démocratique plus juste et équitable. Il est donc question de réparer les imperfections de la société démocratique actuelle prise en otage, non pas par les populistes mais par les « spécialistes de la politique », les véritables ennemis du peuple qui refusent d'admettre la légitimité du peuple.

Face à cette antinomie vivante au cœur de la société démocratique contemporaine, Natacha Polony et ses pairs, à l'instar de J-J. Rousseau qui, en plus de la proposition d'un contrat social inédit, a bâti l'essence de la politique, c'est-à-dire la légitimité et la légalité de tout pouvoir politique sur la Raison du peuple, proposent des réformes substantielles du système démocratique actuel. Ce sont : la prise de conscience de l'essoufflement du néo libéralisme – la sortie de la logique de globalisation de marché – le devoir des citoyens à reprendre le contrôle de l'action politique pour la reconquête démocratique – l'urgence de la réviviscence de la démocratie du point de vue institutionnel et politique – le rétablissement de la légitimité d'une représentation vertueuse et respectueuse des fondements de la Raison du peuple, à savoir la légitimité du peuple, l'application de la volonté générale et la souveraineté populaire. À ces conditions, la démocratie authentique reprendra ses droits légitimes et pourra atténuer voire congédier le néo populisme ambiant.

RÉFÉRENCES

[1] CUNHA Diego & CASSIMIRO Paulo Henrique Paschoeto, 2022, « le populisme comme modèle de "démocratie polarisée" : la théorie du populisme de Pierre Rosanvallon du débat contemporain », in Sociologias, Porto Alegre, ano 24, n.59, jan-abr 2022, p. 200-236.

- [2] DÉRATHÉ Robert, 1995, *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*, Paris, Vrin.
- [3] DJAMILA Mones, 2020, *Le siècle du populisme*, de Pierre Rosanvallon, Paris, Seuil, volume 40, numéro 2, 2021.
- [4] FERRY Luc, 2012, *Marx et l'hypothèse communiste : transformer le monde*, Paris, Le Figaro, Le point.
- [5] GODIN Christian, « Qu'est-ce que le populisme » ? in *populisme, contre les peuples ?* 2012/1 n° 49, Presses universitaires de France, pp. 11-25.
- [6] JAFFRELOT Christophe, 2019, « Le populisme : définition, implication et limites », in Presses de Sciences Po, pp. 31-45, 9782724625004.
- [7] KANT Emmanuel, 1989, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Fernand Nathan.
- [8] MONTESQUIEU Charles Louis de, 2016, *L'esprit des lois*, Paris, Nourse.
- [9] MUDDÉ Cas & KALTWASSER Cristóbal Rovira, 2018, *brève introduction au populisme*, Paris, Éditions de l'aube, fondation européenne d'études progressistes et fondation Jean-Jaurès, traduit de l'anglais par Benoîte Dauvergne.
- [10] PLATON, 2004, *La République*, Paris, GF Flammarion.
- [11] POLONY Natacha, 2021, *Sommes-nous encore en démocratie ?* Paris, Éditions de l'Observatoire/Humensis.
- [12] RAWLS John, 2012, *Libéralisme politique*, traduit de l'anglais par Catherine Audard, Paris, Quadrige-PUF.
- [13] RENÉ Descartes, 1981, *Discours de la méthode*, Paris, Éditions Fernand Nathan.
- [14] RENÉ Descartes, 1983, *Méditations métaphysiques*, Paris, Éditions Fernand Nathan.
- [15] ROUSSEAU Jean-Jacques, 1966, *Émile ou de l'Éducation*, Paris, Garnier- Flammarion.
- [16] ROUSSEAU Jean-Jacques, 2001, *Du Contrat social*, Paris, GF Flammarion.
- [17] ROUSSEAU Jean-Jacques, 1983, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris, Nathan, Coll. Les Intégrales de Philo.
- [18] THUCYDIDE, 2000, *La guerre du Péloponnèse*, Paris, Gallimard.
- [19] WERNER Müller Jan, 2016, « Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace », Édition Premier Parallèle – 2016 – 183 pages, Morceaux Choisis, Condensés. Date de mise en ligne : 10/07/2017.